



RECOMMANDATIONS

Issues de la

TABLE RONDE RÉGIONALE DE HAUT NIVEAU SUR LES MESURES NON TARIFAIRES (CEDEAO)

Abidjan, Côte d'Ivoire
14 et 15 Juin 2016

Organisée conjointement par:
La Banque Africaine de Développement (BAD) et le Centre du commerce international (ITC),
en étroite collaboration avec le Ministère du Commerce de la Côte d'Ivoire

Recommandations transversales (toutes les thématiques)

- Améliorer la transparence des régulations et procédures et rendre l'information plus accessible pour les micros, petites et moyennes entreprises
- Mettre en place un système d'alerte pour répertorier les contraintes liées aux mesures non tarifaires
- Renforcer la capacité des entreprises à se conformer aux exigences des marchés

Recommandations clés par thème

1) Mesures techniques

- Appuyer la mise en œuvre des politiques en matière de qualité
- Mettre en place une campagne de sensibilisation pour les décideurs politiques et les opérateurs économiques à travers plusieurs supports médiatiques
- Effectuer l'inventaire des services techniques disponibles pour appuyer les entreprises à se conformer aux exigences des marchés

2) Mesures non techniques

- Promouvoir un système d'alerte pour informer les opérateurs des nouvelles réglementations et procédures et améliorer le système de notifications de la CEDEAO
- Dématérialiser le certificat d'origine et des autres documents
- Etablir un inventaire de l'ensemble des produits faisant l'objet de restrictions et élimination progressive des restrictions

3) Procédures douanières et facilitation des échanges à la frontière

- Accélérer et finaliser l'évaluation des besoins pour la ratification et mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE)
 - Renforcer la dimension facilitation des échanges dans le mandat des agences aux frontières et sensibiliser les agents
 - Renforcer les comités nationaux pour la facilitation des échanges et introduire des groupes de travail inter-agences aux postes frontière pour favoriser la coopération
 - Faciliter la participation du secteur privé à la formulation et à la mise en œuvre de l'AFE
-

Recommandations détaillées

(Selon la version originale en anglais ou en français - traduction en cours)

Table ronde 1

Exigences et gestion de la qualité : normes, harmonisation, reconnaissance mutuelle et procédures d'évaluation de la conformité

Actions proposed	Responsibilities	Remarks
Obstacle 1 : Compliance of SMEs to Technical Regulations and standards		
1. Sensitisation/awareness campaign of SMEs and policy makers on product quality and standards as well as on WTO Agreements on TBT and SPS	ECOWAS and Ministries responsible for trade and industry supported by ITC	
2. Promote a quality culture for SMEs	ECOWAS/ITC/UNIDO/TBT programme..	Training materials are being prepared by ITC and EU TBT programme
3. Training of trainers and consultants to train and advise SMEs	ECOWAS/ITC/GiZ..	
4. Coach pilot SMEs to implement standards	ITC	
5. Provide financial support to SMEs to implement quality improvement program	Governments, African Trade Fund, other donors	
Obstacle 2 : Lack of cooperation among agencies and mutual recognition of certificates		
1. Establish a regional ECOWAS Certification mark (ECOWAS brand) through harmonisation of standards and conformity assessment procedures and mandating a number of national agencies to issue the licence for this ECOWAS mark	ECOWAS/National authorities	The present ECOWAS Quality project will support some of the initiatives
2. Set up a regional accreditation scheme with identified national focal points	ECOWAS/National Governments	
3. Support a number of conformity assessment bodies for accreditation	ECOWAS/ITC/UNIDO..	
4. Establish national legislations to promote mutual recognition with other ECOWAS members	National Govt and ECOWAS parliament	
5. Review national technical legislation and SPS measures in line with international/regional guidelines and standards	National authorities	
Obstacle 3 : High cost of certification and product registration		
1. Subsidize cost of Conformity Assessment through grant matching scheme to support enterprises	Governments	Funding from donor projects
2. Train lab managers on business management (marketing and financial management)	ITC/UNIDO	
3. Promote regional reference labs for specific tests (aflatoxin, pesticide residues and heavy metals, etc.)	ECOWAS/ITC/UNIDO..	

4. Train a pool of experts/technicians for repair and maintenance of lab equipment	ECOWAS/ITC/UNIDO..	
5. Financial support from governments to purchase testing equipment	Governments	
Obstacle 4 : : Inadequate testing, certification and inspection facilities		
1. Develop National Quality Policy with allocated budget to improve quality infrastructure (example of Nigeria)	Governments	
2. Reinforce the Quality Infrastructure in the different countries, including metrology	ECOWAS/ Governments	
3. Improve technical and managerial skills of staff of quality related institutions	ECOWAS/ ITC	
Obstacle 5 : Lack of transparency on standards and Conformity Assessment procedures		
1. Make National Enquiry Points (TBT & SPS) fully operational	USAID, ITC..	
2. Establish service/customer charter for Conformity Assessment Bodies and regulatory /inspection bodies	National institutions	
3. Establish national/regional directory of conformity assessment bodies	ECOWAS/Governments with support from ITC	
4. Train NSBs on WTO/TBT Code of good practice for developing standards	ITC	
5. Post on ECOWAS website all technical regulations, directory of quality related service providers	ECOWAS	ECOWAS is creating a database on standards, CABs
6. Set up consulting mechanism between public and private sector in setting technical regulations and procedures	Governments with support of ITC	

Table ronde 2

Mesures non tarifaires et intégration régionale : règles d'origine, information commerciale et mise en œuvre des accords commerciaux existants

	RECOMMANDATIONS	RESPONSABILITE	OBSERVATIONS
1.	Révision du schéma de libéralisation des échanges pour lever toutes les suspicions sur la validité des documents exigés	CEDEAO	
	Dématérialisation du certificat d'origine et des autres documents	NATIONAL / REGIONAL	Etudes pilotes au Sénégal et en RCI
	Interconnexion des administrations douanières	NATIONAL / REGIONAL	Etude UEMOA en cours
	Information, sensibilisation et formation des	NATIONAL /	Encourager les

	cadres de l'administration et des opérateurs économiques	REGIONAL	PTF à soutenir les programmes de sensibilisation
	Dynamisation des comités nationaux d'agrément	NATIONAL	Vérifier la faisabilité en lien avec les protocoles de la CEDEAO et de l'UEMOA
	Notification des signataires habilités	CEDEAO / UEMOA / NATIONAL	
	Désignation d'une structure unique de délivrance des certificats d'origine		Les PTF pourraient aider à évaluer le dispositif actuel de délivrance
2.	Elimination progressive des prohibitions en relation avec les gains en matière de compétitivité des filières protégées	NATIONAL / REGIONAL	Les PTF pourraient soutenir l'organisation de dialogues régionaux public-privé sur la question
	Renforcement des pouvoirs des organisations communautaires pour adresser ces questions	REGIONAL	Proposer un texte
	Mieux appréhender les raisons derrière les prohibitions à l'exportation	NATIONAL / REGIONAL	Mener une étude sur ces prohibitions
3.	Etablissement d'un inventaire de l'ensemble des produits faisant l'objet de restrictions	NATIONAL / REGIONAL	
	Elimination progressive des restrictions	NATIONAL	
4.	Suivi de l'évolution des taxes dans le cadre de la mise en œuvre du TEC CEDEAO	NATIONAL / REGIONAL	
5.	Promotion d'un système d'alerte dès que de nouvelles réglementations sont prises	NATIONAL / REGIONAL	
	Amélioration du processus de notification de la CEDEAO	REGIONAL	Renforcement des capacités des organisations
	Promotion de support d'information physique et numérique	NATIONAL / REGIONAL	
6.	Mise en place de guichet unique regroupant les acteurs impliqués dans le commerce régional	NATIONAL	
	Promotion des bonnes pratiques de plateforme de collaboration	NATIONAL	
7.	Analyse des causes de l'inefficacité du transit routier inter-Etats	NATIONAL / CEDEAO	Evaluation du processus et modification éventuelle du Protocole

Table ronde 3

Procédures douanières et facilitation des échanges à la frontière

1

Recommandation pour le renforcement de la transparence de l'information commerciale

Pays	Etablir des portails d'information internet: droits, taxes, redevances, procédures, réglementation et documentation relative au commerce (Art-1.1 & 1.2)	MT
	Etablir des points d'information permettant aux opérateurs d'obtenir des éclaircissements sur les formalités aux frontières (Art-1.3)	CT
	Publier des guides pratiques pour le commerce de produits clés au sein de la CEDEAO, y compris en langues locales	CT
	Diffuser l'information aux postes frontières et dans les régions via des supports accessibles à tous: SMS, affichage avec images et illustrations	CT
CEDEAO	Conduire, de manière régulière des études sur le temps nécessaire à la main levée sur les principaux corridors CEDEAO et accompagner les pays dans leurs études nationales (voir la méthodologie de l'OMD ¹)	MT
	Favoriser l'échanges d'outils et de bonnes pratiques pour la diffusion de l'information (ex. Trade Hub Nigeria) et la conduite des TRS (ex. RCI)	CT

Note: les articles cités se réfèrent à l'Accord sur la Facilitation des Echanges de l'OMC
1. Guide de l'Etude sur le temps nécessaire à la mainlevée (TRS_OMD)

2

Recommandations pour le renforcement de l'efficacité des agences aux frontières

Pays	Inclure la facilitation des échanges dans le mandat des agences aux frontières	CT
	Clarifier les rôles et responsabilités entre les agences aux frontières	MT
	Introduire et/ou renforcer les systèmes de gestion des risques pour optimiser l'utilisation des ressources humaines et matérielle (Art-7.4)	MT
	Introduire et/ou renforcer les mécanismes d'opérateurs agréés pour réduire le nombre de contrôle et d'inspection (Art-7.7)	LT
	Renforcer les comités nationaux de facilitation des échanges et introduire des groupes de travail inter agences aux postes frontières pour favoriser la coordination et la coopération	CT
	Sensibiliser et former les agents, notamment aux postes frontières, à la bonne application des textes communautaires	MT

Note: les articles cités se réfèrent à l'Accord sur la Facilitation des Echanges de l'OMC

2

Recommandations pour le renforcement de l'efficacité des agences aux frontières

CEDEAO	Favoriser la coopération et l'échange d'information entre les administrations douanières pour renforcer la confiance mutuelle en matière d'inspections et de contrôles MT
	Uniformiser la documentation et déployer des systèmes d'échanges électronique de documents entre agences et entre pays (ex. Certificat d'Origine UEMOA) pour limiter les doutes sur l'authenticité des documents LT

3

Recommandations pour la facilitation des procédures d'évaluation en douane

Pays	Former et sensibiliser les entreprises pour professionnaliser les pratiques du secteur privé y compris des transitaires MT
	Former et sensibiliser le secteur privé sur les mécanismes d'appels et de recours des décisions d'évaluation en douane CT
	Mette en place des systèmes de contrôle à posteriori et favoriser la mainlevée avant la détermination finale des droits et taxe (Art-7.3 et 7.5) MT
	Former les agents en douane sur l'utilisation adéquate des bases de données pour déterminer la valeur CT
CEDEAO	Renforcer (i.e. accroître le niveau de détail) et mettre en commun au niveau régional les bases de données permettant de déterminer la valeur en douane MT

Note: les articles cités se réfèrent à l'Accord sur la Facilitation des Echanges de l'OMC

4

Recommandations pour la rationalisation des redevances et impositions

Pays	Revoir régulièrement les redevances et autres impositions avec pour objectif d'en réduire le nombre et la complexité	LT
	Publier, notamment sur internet et aux postes frontières les redevances et impositions qui sont appliquées, et justifier leur raison d'être	CT
	Revoir les modalités de calcul des redevances et impositions afin qu'elles reflètent le coût du service rendu (Art. 6.2)	LT

Note: les articles cités se réfèrent à l'Accord sur la Facilitation des Echanges de l'OMC

5

Recommandation transversales pour le renforcement des capacités du secteur privé

Implication	Renforcer la participation du secteur privé au processus d'identification, de formulation, de mise en œuvre et de suivi des réformes de facilitation des échanges	CT
Formation	Renforcer les capacités du secteur privé à comprendre et à se conformer aux exigences réglementaires et procédurales des formalités aux frontières et appuyer la professionnalisation des fournisseurs de services logistiques	MT
Ethique	Sensibiliser le secteur privé sur sa nécessaire contribution pour établir un environnement des affaires favorable au commerce en professionnalisant ses pratiques et en respectant les exigences des agences aux frontières	CT

Recommandations transversales : mise en œuvre de l'AFE de l'OMC

Pays	Ratifier le Protocole d'Amendement de l'Accord sur la facilitation des Echanges CT
	Notifier les mesures de catégorie A, B et C à l'OMC CT
	Développer et partager avec les partenaires techniques et financier des propositions de projets pour la mise en œuvre des mesures de catégorie C CT
CEDEAO	Suivre et accompagner les processus de ratification et de notification de l'Accord de la Facilitation des Echanges par les Etats Membres CT
PTF	Fournir l'assistance technique et financière pour la mise en conformité des Etats Membre avec les obligations issues de l'AFE de l'OMC NT
	Renforcer la coordination et la coopération entre les partenaires techniques et financier afin de développer des synergies entre acteurs et éviter les doublons CT

